

Combien l'État consacre-t-il à la politique d'immigration ?

Aussi étrange que cela puisse paraître, il ne me semble pas que cette question pourtant cruciale, car elle concerne directement la capacité d'accueil, d'insertion et d'intégration de la France, ait jamais été abordée de manière totalement transparente. Pourtant, depuis trente ans, l'État français (qu'il soit incarné par la droite ou par la gauche) est accusé de ne rien faire, ou au mieux de ne pas faire suffisamment. Puisque l'État ne réagit pas aux attaques, son silence tend à accréditer cette thèse aux yeux des citoyens. Mais pour se permettre de porter une telle attaque, ses accusateurs disposent forcément de données chiffrées : il est maintenant nécessaire qu'ils les communiquent à l'opinion publique. Leur responsabilité est en effet pleinement engagée, car la haine que nous voyons se déployer contre notre société, et surtout contre ceux qui l'incarnent (policiers, gendarmes, pompiers, enseignants, médecins...), puise une partie de sa force dans ces accusations que propagent de nombreuses associations, des intellectuels, mais malheureusement aussi des femmes et des hommes politiques.

Des études ont déjà été menées sur cette question budgétaire, et les chiffres avancés par différents chercheurs convergent dans leurs ordres de grandeur. Quels sont-ils ?